

08/02/13

Communiqué de presse

Le Copa-Cogeca avertit que les nouvelles réductions des dépenses agricoles dans le budget européen pour 2014-2020 mettent en péril l'emploi dans les zones rurales de l'UE ainsi que la sécurité alimentaire

Le Copa-Cogeca déplore la décision prise aujourd'hui par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE de réduire encore davantage la part de la politique agricole commune dans le futur budget européen pour 2014-2020, en supplément des réductions déjà proposées par la Commission européenne. Cette décision signifiera une réduction de 15% des dépenses de la PAC, menaçant ainsi l'emploi de 40 millions de personnes dans les secteurs agroalimentaires et de millions d'autres dans les zones rurales. Compte tenu des prévisions qui montrent une augmentation de 70% de la demande alimentaire d'ici 2050, cette réduction met également en péril la sécurité alimentaire. Nous saluons cependant l'accord rapide, qui devrait permettre de prendre une décision sur la nouvelle PAC d'ici au mois de juin et de mettre fin aux incertitudes auxquelles les agriculteurs sont actuellement confrontés.

Durant les prochains mois, le Copa-Cogeca travaillera d'arrache-pied sur les détails de la réforme de la PAC, afin d'assurer la viabilité économique des agriculteurs. La future PAC doit leur permettre de relever les défis qui les attendent, et ce, via l'innovation et la croissance.

En réaction à la décision, Gerd Sonnleitner, Président du Copa, a indiqué : « La PAC actuelle représente moins de 1 % des dépenses publiques totales et apporte pourtant des bénéfices considérables aux citoyens européens. Les agriculteurs sont également confrontés à des défis de plus en plus nombreux, tels que le changement climatique, les coûts des intrants en hausse, la volatilité du marché et des réglementations coûteuses que les importations vers l'UE ne sont pas tenues de respecter. Il est donc plus important que jamais que les mesures destinées à verdir encore davantage la PAC n'engendrent pas d'augmentation des coûts pour les agriculteurs ni ne menacent la capacité de production. La Commission européenne a proposé dans le cadre du verdissement de réduire de 7 % les terres agricoles disponibles pour la production, sans que cela n'apporte de bénéfice environnemental évident. Connaissant la menace qui pèse sur l'avenir de la sécurité alimentaire, il s'agit là d'une proposition irresponsable.

J'estime donc que la décision prise lors du Sommet européen de ce jour consistant à garantir que cela n'entraîne pas, *in fine*, le retrait de terres de la production ou des pertes en termes de revenus pour les agriculteurs s'oriente dans la bonne direction. Il sera nécessaire d'aller dans ce sens si nous voulons maintenir un secteur agricole viable qui continue à garantir un approvisionnement sûr et stable en denrées alimentaires aux 500 millions de consommateurs européens ».

Christian Pèes, Président de la Cogeca, a ajouté : « L'extrême volatilité sur les marchés, combinée à des pratiques déloyales et abusives au sein de la chaîne alimentaire, a des effets négatifs sur les agriculteurs et leurs coopératives. Une PAC forte dotée d'un bon budget est essentielle pour contribuer à la stabilisation des marchés et permettre aux agriculteurs et à leurs coopératives de tirer de meilleures recettes du marché. Toutes les grandes puissances telles que les Etats-Unis, le Brésil et la Chine considèrent leur secteur agricole comme stratégique et l'Europe doit faire de même ».

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Pekka Pesonen

Secrétaire général

Tél.: +32 2 287 27 27

Pekka.Pesonen@copa-cogeca.eu

Amanda Cheesley

Press Officer

Tél. portable: + 32 474 840 836

amanda.cheesley@copa-cogeca.eu

CDP(13)1019:1
